

## QUE PEUVENT LES INTELLECTUELS ?

Pierre Nora

Gallimard | « Le Débat »

1980/1 n° 1 | pages 3 à 19

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070218585

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-1-page-3.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# QUE PEUVENT LES INTELLECTUELS ?

par Pierre Nora

Il y aurait donc un pouvoir intellectuel. Et j'imagine qu'une revue qui se propose le rassemblement des intelligences et met sa naissance sous le signe de l'institution n'en représenterait pas la part la plus mince. Regardons-y de plus près.

Le mot pouvoir appartient au registre de la politique et au vocabulaire de l'État. Quel rapport l'acte intellectuel peut-il avoir avec l'exercice de l'autorité politique ? La loi, si vous l'ignorez, se rappelle à vous, mais nul n'est censé prendre connaissance des productions de l'esprit. L'univers des livres est, par nature, celui de la liberté ; l'univers politique, celui de la contrainte. L'univers du pouvoir est commandé par la rareté ; celui des lettres, des sciences et des arts, par une production ouverte indéfiniment aux désirs et aux talents. L'univers du pouvoir est commandé par une hiérarchie visible, instituée, définie par des filières, des places, des carrières, des organigrammes. L'univers de l'esprit est constitué de créations incomparables, de réputations qui se font et se défont. On ne peut pas comparer des lecteurs avec des électeurs, une influence avec une autorité, l'audience d'un public avec un pouvoir de coercition, le maniement des idées et des mots avec la manipulation des hommes et des choses.

Sans doute ne manque-t-il pas d'intellectuels pour mettre leur renom au service d'une cause politique ou utiliser leur prestige à des fins politiques. Peut-être s'est-il constitué, par la multiplication du nombre des étudiants, par la grâce des media, un vedettariat intellectuel qui fait de certains des personnages quasi politiques. Tant pis pour les victimes de la vanité. Il est encore possible qu'aujourd'hui, par une organisation complexe du marché des biens symboliques, et dans des milieux limités, intellectuels et politiques partagent quelque chose de la magie de ce petit nombre qui paraît pouvoir tout. Mais il faut le confusionnisme d'époque ou la jalousie des frustrés pour passer de la ressemblance de surface à l'amalgame de nature, pour identifier l'un à l'autre et oser parler d'un pouvoir *intellectuel* comme élément du *pouvoir* tout court.

On voit bien quel mouvement de repli sur la subjectivité et de prise de parole en nom propre peut actuellement travailler les intellectuels. Il est à l'exacte mesure de leur renoncement à servir une cause qui n'est pas la leur. Depuis qu'il y a des intellectuels modernes, c'est-à-dire en fait depuis qu'il y a démocratie représentative, l'engagement politique leur a toujours paru l'ambition vraie et la justification dernière. Le désalignement politique récent a ramené leur ardeur politique à l'intérieur de leur activité propre, en même temps que multiplié le soin qu'ils apportent à leur exhibition publique. Ceux-là mêmes qui, hier encore, auraient mis leur talent au service des masses, mettent leur capacité militante au service de leur propre gloire, avec un dévouement au-dessus de tout éloge. Technique du coup d'État, pénétration des media, manœuvres d'enveloppement, il y a eu de quoi, récemment, laisser pantois les léninistes fatigués. Le titre même des

Cet article est paru en mai 1980 dans le n° 1 du *Débat* (pp. 3 à 19).

Pierre Nora  
Que peuvent les intellectuels ?

*Maitres penseurs* a peut-être inauguré officiellement l'âge de la politisation interne de la vie culturelle. Mais quoi, il faut bien s'amuser un peu, et la génération précédente, la mienne, ne s'était pas privée de « prendre le pouvoir » au nom de la dénonciation de tous les pouvoirs. Et puisque la vie politique n'a pas de quoi porter les agitateurs, il faut bien qu'ils s'expriment ailleurs. Une démocratie complète, quadrillée par le jeu régulier des institutions (comme aux États-Unis, par exemple), exclut d'une certaine façon le surgissement des formes imprévues par lesquelles des hommes de talent captent à leur profit l'attention, puis l'intérêt, puis le désir, puis la volonté de servitude de leurs congénères. La situation vous contrôle, on ne contrôle jamais tout à fait la situation. En régime démocratique, qui interdit l'affirmation du pouvoir pur, il est finalement normal que ce soit dans la vie intellectuelle que se réfugie la véritable politique.

Les media ont servi ce mouvement. Il est moins facile de discuter les livres — qu'il faudrait lire — que d'interviewer les auteurs. Par principe, la magie de la télévision rapproche et distance. Elle dessert les causes et néglige les œuvres au profit des présences. Elle promeut le producteur au détriment du produit. Elle crée cet univers des élus, des séparés ; c'est l'exacte présence des politiques, accessibles et insaisissables. Elle offre un circuit de communication incommensurable à ces professionnels de la communication. Et comme les élus sont peu nombreux, elle remplace la discussion entre professionnels et le pluralisme intellectuel des familles d'esprit par des monopoles de monologues monocrates.

La disparition d'un langage commun rendrait d'ailleurs difficile cette discussion de professionnels. Ce langage tenait à la tradition ; elle s'est rompue. L'intellectuel change quand l'univers des lettrés s'écroule. Rarement il y a eu si peu en commun à défendre, et tout à inventer seul. L'intellectuel gestionnaire de la Tradition, c'est fini. Nul n'oserait nous déranger à moins de nous promettre un recommencement radical de la pensée. Le rôle civique de l'intellectuel est terminé, son rôle social apparaît à nu. L'oblitération de Rome et d'Athènes comme parangons de la civilisation, la fin des humanités comme rectrices de l'Éducation nationale et, plus profondément encore, la disparition de l'idéal rhétorique comme épine dorsale de la tradition intellectuelle française, cette matrice républicaine et bourgeoise qui menait tout droit de l'instituteur au « grand écrivain », ont complètement bouleversé le modèle. Ou plutôt, il n'y a plus de modèle. Chaque intellectuel tend à être à soi seul son début et sa fin. Il y avait autrefois des lieux de culte, une langue et des services du culte. Aucune université, aucune chapelle, aucune académie n'oserait aujourd'hui prétendre à ce rôle.

Le déplacement de la littérature au savoir a fait le reste. Jusqu'à Sartre — qui a joué à cet égard un rôle charnière — la tradition intellectuelle française s'était soigneusement démarquée de l'Université, à la différence de la plupart des grands pays de culture, l'Allemagne en particulier. Aujourd'hui, l'Université a tout phagocyté, même si ce n'est plus la même Université. Le moment des sciences humaines, qui a commencé vers 1950 pour marquer le pas aujourd'hui, a été ici capital. Il a brouillé l'ancienne et nette frontière qui distinguait le spécialiste de l'homme de lettres, l'érudit de l'inspiré, le chercheur de l'expert, le professeur de l'écrivain, pour la remplacer par des frontières internes à une Université en décomposition, plus subtiles et moins visibles du grand public. L'intellectuel contemporain fleurit sur une Université en ruine. L'ancien système établissait une séparation très nette entre l'intellectuel, capable de parler de tout sans rien savoir, et l'universitaire savant, mais prisonnier dans l'étroitesse de son domaine. La justification scientifique, fondée ou non, s'est mise à intervenir de façon décisive dans la définition de l'intellectuel, avec le prestige également nouveau des institutions qui le portent, laboratoires ou séminaires. L'intuition personnelle et le *Café de Flore* demeurent les seules légitimités de Sartre. Mais quand Lévi-Strauss s'amuse à décrire des couchers de soleil, c'est pour sa pénétration des structures de l'esprit qu'on le lit. Foucault philosophe assis sur le fichier de la B.N. ; et Aron, le plus généraliste pourtant des sociologues, est réputé savoir la sociologie

allemande, la philosophie politique anglaise et l'économie des quatre mondes. Le savoir positif, comme source de légitimité, a radicalement modifié l'identité de l'intellectuel.

La conjonction des deux pôles. Université et intelligentsia, a mis fin à une division qui illégitimait un peu chacun des deux. Le prestige de l'intellectuel en sort transformé : à la fois renforcé sur le plan personnel par l'estampille d'un savoir qui n'est pas lui, et diminué sur le plan individuel de son charisme folklorique. L'inscription dans l'appareil social est devenue déterminante. C'est la fin de la classe de loisir. L'intellectuel n'est plus un oisif, un rentier, il est devenu un fonctionnaire, un expert, un potentat administratif, libre même de ne pas utiliser son pouvoir, plutôt qu'un grand seigneur ou un bon bourgeois. Sa légitimité venait autrefois de ne rien devoir à l'État, c'est l'inverse aujourd'hui. Max Jacob disait du jeune Malraux qu'« il était né pour les chaires » : il se trompait d'une génération. Valéry s'excusait d'être au Collège de France, et n'a jamais publié ses cours. Pour Boulez, son élection a fait partie de sa rentrée nationale. Aron a refusé d'être directeur du *Figaro* pour rester professeur, Clavel à la veille de sa mort préparait sa soutenance de thèse. Bref, la légitimation de la compétence par l'institution est devenue partie intégrante de la définition de l'intellectuel.

En même temps, il n'y a aucun doute que ce qu'il a gagné d'un côté, il l'a perdu de l'autre. Maîtres penseurs, peut-être ; maîtres à penser, certainement pas. L'intellectuel-oracle a fait son temps. Personne n'aura l'idée d'aller demander à Michel Foucault, comme jadis à Sartre, s'il doit s'engager dans la Légion étrangère ou faire avorter sa petite amie. Si grand que soit le prestige, il n'est plus sacerdotal. L'intellectuel s'est puissamment laïcisé, son prophétisme a changé de style. L'investissement scientifique l'a immergé dans un large réseau d'équipes et de crédits. Sa singularité a sérieusement pâti de son encadrement étatique comme du rapprochement du grand homme avec le public étudiant, sa base de masse, mieux à même que tout autre de vérifier les limites de ses connaissances. La science, après tout, ça s'apprend. Dans ce vaste transfert du « littéraire » au « scientifique », une dimension essentielle de la magie des intellectuels a disparu : la fonction éthique. Les sciences humaines, psychanalyse en tête, mais aussi bien économie, histoire ou linguistique, ont tué le devoir et l'introspection, ces deux piliers de la vieille psychologie, au profit d'une science prétendument exacte de soi-même. La morale du quotidien a cessé d'être un problème intellectuel.

Politisation, mass-médiatisation, socialisation, bureaucratisation : la condition de l'intellectuel a effectivement changé. Chagné au point qu'il faut se demander s'il s'agit d'une simple dégradation de l'image traditionnelle, d'une déchéance de son hégémonie ou, au contraire, si l'évolution récente n'a pas plutôt porté jusqu'à la pleine lumière de son accomplissement historique un mouvement présent depuis le début ; si l'effacement de tout ce qui masquait jusqu'à présent la vérité des intellectuels ne permet pas d'en comprendre mieux aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, la nature originelle. De même que l'Ancien Régime n'a été perçu comme tel qu'au moment où plus personne ne le soutenait, ce ne serait qu'aujourd'hui, pour des raisons qu'il faut chercher à mettre au jour, que le phénomène intellectuel apparaîtrait en tant que phénomène.

Les intellectuels sont dans l'impasse. Et peut-être le seul moyen pour eux de se sauver du discrédit où ils se sont eux-mêmes enfermés, et nous avec eux — puisque aucun d'entre nous ne saurait ici prétendre être autre chose —, c'est d'essayer de dire, du même trait, qui nous sommes et ce qu'ils sont.

Dans ce modeste fonctionnaire de l'intellect, il y a un despote. Et nulle part ce despote ne s'est plus exprimé que dans la tradition française.

Je m'explique. L'état démocratique que, de toutes les vieilles nations catholiques, la France a connu la première, s'est traduit par une scission rapide et définitive du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Le

pouvoir temporel du monarque classique incluait le spirituel, même s'il était délégué. L'ordre des fins dernières était, une fois pour toutes, inscrit dans l'ordre de la société ; les intellectuels — encore qu'il soit anachronique d'utiliser le terme — ne se définissaient que dans la sphère du pouvoir, ou hors du monde. Ou plutôt, il n'y avait pas d'intellectuels. Le fait nouveau, et radicalement inédit dans la dynamique des sociétés modernes, c'est que le pouvoir démocratique, dans son principe même, se soit comme privé de la faculté d'exprimer ce que doit être la société. Les raisons dernières : le pouvoir politique de la démocratie ne connaît pas ce langage-là. Il n'appartient pas à un président de la République en fonction de dire ce qu'est ou ce que doit être la démocratie française ; et s'il le dit, c'est pour ouvrir une discussion où il ne prétend pas avoir le dernier mot. Cette démocratie, dans son fonctionnement, exprime la société ; elle en sort, elle en reflète à un moment donné l'équilibre global des forces ; mais elle ne peut, d'aucune manière, sans se contredire ou se nier, sans sombrer dans une forme de totalitarisme, imposer à la société une orientation doctrinale. La seule élaboration spirituelle qu'elle se soit permise est le culte de la nation, parce que la nation était la forme idéale et limite dont elle a épousé les contours et épuisé les virtualités. Mais elle a, par nature, laissé le champ libre à la constitution ou à la reconstitution d'un pouvoir spirituel qui se fonde, lui aussi, sur un appel à la société et, à sa manière, passe par le mécanisme de la délégation et de la représentation.

Cet appel à la société s'est fait historiquement et successivement au nom de la raison, du progrès, de la science, de la liberté, de la justice, du sens de l'histoire et de l'intérêt des masses. Mais les intellectuels, contrairement à ce qu'ils prétendent, ne sont pas plus réellement la pensée de la société sur elle-même que ce pouvoir politique n'est l'expression globale et réelle de la volonté populaire. L'Église aurait dû, normalement, jouer ce rôle, mais le pouvoir religieux a été, en France, trop imbriqué dans l'ancien régime politique pour que l'abolition de l'un n'ait pas entraîné l'infirmité de l'autre. Ce n'est pas le cas des pays protestants, les États-Unis notamment, où l'incorporation du religieux au principe même de la démocratie a empêché le développement de ce qu'on appelle chez nous les intellectuels. La seule comparaison historique possible, et elle est éclairante, est la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle, pays natal, précisément, de l'« intelligentsia ».

Il y a donc eu, en France comme en Russie, possibilité pour des « intellectuels » d'occuper le terrain. Mais de la même façon qu'il y a un pouvoir *politique* représentatif, il y a eu, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, un pouvoir *intellectuel* représentatif. L'intellectuel, lui aussi, fait appel au peuple, mais lui aussi pour s'en distinguer tout en l'exprimant. Le peuple s'appelle, selon les époques, opinion, lecteurs, confrères, élèves, public, qui constituent, à des titres divers, des instances de consécration. Mais d'une manière ou d'une autre, la légitimation de l'intellectuel, c'est toujours le succès qui la lui confère. Ce *dignus intrare* peut être décerné par la voix d'un seul, si cette voix est elle-même reconnue comme autorisée : le jeune Mauriac, atouché par Barrès, est intronisé ; Sollers, garanti par Aragon, est avalisé. Mais il peut être aussi prononcé par le public, même s'il n'y connaît rien. Lévy, récusé par ses pairs, mais sur qui cent mille acheteurs projettent un authentique désir de savoir, dispose d'une légitimité issue d'un type de suffrages que l'on peut discuter, mais que l'on n'a pas le droit de lui refuser. C'est comme ça.

On ne le dira jamais assez : les critères de la sociologie classique pour définir les intellectuels, en France, sont aberrants. C'est la nature du discours qui fait l'intellectuel, et sur des critères immanents et représentatifs de ce que le public perçoit de la raison d'être du discours. Ce sont les autres qui vous déclarent intellectuel, jamais vous. On comprend la présente fébrilité des auteurs. Ce n'est pas sur la postérité qu'ils peuvent compter pour se revancher : il n'y a plus de Postérité, pas plus que de Tradition. Et le seul gage qu'on peut prendre sur cette absence, c'est le capital de notoriété immédiatement acquis. D'où la jalousie du milieu, d'où l'investissement libidinal déchirant dans le moindre follicule qu'on publie : l'opéra permanent. D'où, aussi, le fait nouveau et consolant que tout le monde peut toujours devenir l'intellectuel de quelqu'un. La

consécration vous tombe dessus sans qu'on la cherche. Brigitte Bardot sera peut-être un jour élue au Collège de France, Simone Signoret l'est déjà virtuellement. L'intellectuel, c'est celui dans le discours de qui le public entend directement ou indirectement l'écho des fins dernières. On n'est intellectuel que sur des critères électifs.

La clé de ce mécanisme représentatif est l'opposition. L'intellectuel est un opposant par nature, même s'il n'est pas opposant politique, parce qu'il doit dégager son autonomie propre de la sphère du politique. Il doit être ailleurs, il a un pouvoir distinct à montrer. Et celui qu'on voit le moins est celui qui est le plus fort. Le « grand intellectuel » n'est pas celui qu'on voit le plus sur le petit écran ou qu'on invite à l'Élysée. C'est celui qu'on n'ose même pas solliciter de paraître et qui sait comment creuser l'écart. Se démarquer du Pouvoir, c'est nourrir son pouvoir. L'histoire des intellectuels ne commence pas quand les philosophes des Lumières se mettent à penser *contre* les pouvoirs. Elle commence quand l'effacement effectif du pouvoir de droit divin a institué dans la société un double régime de pouvoir. Tocqueville l'a montré dans un chapitre célèbre : le pouvoir des intellectuels s'est installé dans le vide laissé par la classe dominante. La montée de la démocratie politique s'est alors doublée d'une distinction des intellectuels. Sur le plan politique, pour ou contre, mon pouvoir d'intellectuel est nul, mais je suis l'autre du pouvoir politique, le double dont il ne peut se passer. S'il devient moi, il est Hitler, Staline, Mao ou Khomeiny, tous eux-mêmes auteurs, poètes et penseurs. L'engagement politique des intellectuels dans le combat démocratique, de Voltaire à Sartre, de Marx à Zola, n'a pas signifié la vérité de l'intellectuel, il a au contraire largement contribué à masquer le problème interne de la démocratie intellectuelle. C'est pourquoi il a fallu attendre le vaste et récent ébranlement de l'investissement politique de l'intelligentsia, dans la gauche, pour rendre patent, urgent et explosif le problème que l'existence même des intellectuels implique depuis leur origine. La République *dans* les Lettres est à l'ordre du jour.

Car le véritable paradoxe de la vie intellectuelle, et que le cas de la France illustre de manière exemplaire, est de paraître postuler, dans son principe même, une démocratie qu'exclut, en fait, la vérité de l'acte intellectuel, impérialiste et solitaire, tyrannique et jaloux. Les images les plus aimables s'attachent à l'évocation de l'intellectuel : lettré, joueur, fair-play. Il y a une contradiction profonde entre le rôle progressif et modérateur que l'engagement des intellectuels dans le combat pour davantage de démocratie politique leur a donné depuis deux siècles, et le carnassier transcendantal qu'au plus profond de soi fait d'un homme la vocation prédatrice et antinaturelle de penser et d'écrire. Ce n'est pas au Pouvoir politique que s'oppose essentiellement un intellectuel, c'est aux autres intellectuels et, accessoirement, à son public. Il y a du paranoïaque virtuel chez le plus tranquille des intellectuels. Quelque chose du tyran archaïque et de l'empereur du Bas-Empire. Le Roi Voltaire. La démocratie politique enserme les ambitions individuelles dans les frontières de ses limitations juridiques. L'acte intellectuel vit au contraire du déni de cette vérité élémentaire qu'on pense au milieu des autres. Un immense travail d'auto-éducation politique a conjuré, sur une mince partie de planète menacée, les fantasmes de la puissance pure. Mais la tradition intellectuelle, pendant ce temps, n'a abouti qu'à exalter, chez qui fait profession d'écrire, le narcissisme meurtrier de la domination solitaire. Je ne puis aujourd'hui penser qu'en empêchant les autres de penser. Je ne vous parle que pour vous dire que vous ne saurez jamais. Chaque intellectuel poursuit la mort de l'autre ; on nous a faits ainsi. L'intellectuel tient de cette figure du survivant qu'Elias Canetti a fortement décrit dans *Masse et Puissance*, sorti tout droit des tribus primitives pour s'épanouir innocemment dans le vœu d'immortalité d'un timide Stendhal. Est-ce un hasard si la découverte tardive du totalitarisme par l'intelligentsia française et le sentiment diffus, mais certain, de l'oppression intellectuelle qu'elle-même exercerait sont exactement contemporains ? Les deux thèmes sont liés comme les deux faces d'une même médaille.

Pierre Nora  
Que peuvent les intellectuels ?

Les intellectuels n'ont pas fait leur révolution démocratique. On avait autrefois une Monarchie absolue *et* une République des Lettres, on a maintenant une république politique *et* un despotisme des lettres. Bref, la démocratisation progressive du politique, à laquelle il n'est pas interdit de penser que les intellectuels ont contribué, s'est traduite par une despotisation progressive de l'intellectuel. Blocage en fin de compte normal : dans une société sans pouvoir de droit divin, où s'exercerait la tyrannie du monde, sinon sur l'intimité de l'esprit ? Il y a un lien étroit entre le statut des intellectuels et l'imaginaire du pouvoir absolu. C'est ce lien qu'il faut détruire.

Ce projet serait un non-sens si nous n'étions portés tous, intellectuels ou non, par un mouvement de l'histoire qui n'est pas nous. Pour comprendre ou pressentir ce mouvement, il faut revenir de la psychologie de l'imaginaire à l'exercice effectif de ce qu'a été, jusqu'à présent, ce fameux « pouvoir spirituel » dans son rapport à la « société ».

Deux choses distinguent du pouvoir religieux le pouvoir spirituel laïque : la disparition, d'une part, de la fixité du point de vue dernier, le Dieu de la théologie chrétienne, et d'autre part l'absence d'homogénéité du corps social qui l'incarne. La règle d'accès au pouvoir politique était d'autant plus simple que le pouvoir lui-même, en son cœur et sa tête sacrée, était hors d'atteinte des convoitises profanes. Les règles d'accès au clergé ne l'étaient pas moins. Ordre social, ordre monarchique et ordre divin s'emboîtaient donc l'un dans l'autre sous le ciel de la même et immuable intelligibilité. Ce que l'effacement du divin, comme clé de voûte de la hiérarchie d'ensemble, a libéré avec le clivage du temporel et du spirituel, du politique et de l'intellectuel, c'est une interrogation indéfiniment ouverte sur la nature de cette société, et l'obsession de son avenir. Ou plutôt, il a constitué cette nature en auto-société sur laquelle il devenait possible que les hommes aient du pouvoir. De simple instrument de maintien, le Pouvoir est devenu un instrument de transformation ; mais dans quel but, et pour quoi faire ? Pour dire les choses d'un mot, la naissance de la conscience historique moderne a consisté dans un retournement de l'investissement du temps : une histoire faite pour durer est devenue une histoire faite pour changer. Ceux que l'on a appelés philosophes au XVIII<sup>e</sup> siècle, doctrinaires au XIX<sup>e</sup>, et à l'aube du XX<sup>e</sup> *intellectuels*, n'ont rien été d'autre que les interprètes et les guides de ce changement, les détenteurs du sens de l'histoire.

Or, à la différence du clergé, les intellectuels n'ont eu ni règles d'accès, ni source d'autorité une fois pour toutes données. Et même si, à chaque époque, et en dépit d'opinions différentes, ils ont pu partager un fonds d'idées commun, l'« horizon indépassable » de leur temps, qu'est-ce qui, dans l'histoire, a pu jamais garantir leur point de vue *sur* l'histoire ? C'est cette ambiguïté qui les domine et qui les constitue. Une ambiguïté inhérente à ce qu'ils sont, et qui interdit de leur donner une quelconque définition, soit idéologique, soit sociologique, soit existentielle. Ils sont à la fois *dans* l'histoire et *hors* l'histoire. Dans l'histoire, puisqu'ils en sont le produit intime et à la limite les inventeurs du concept, hors l'histoire dont ils sont la parole, mais sans que personne ne la leur ait donnée. Consubstantiels à l'histoire et extérieurs, secrétés par la sensibilité historique et chargés de l'exprimer. Représentants perpétuels d'autre chose qu'eux-mêmes et ne représentant jamais qu'eux-mêmes. Traversés d'un sens qui n'a de sens qu'à travers eux. Ambiguïté essentielle qui leur permet en même temps, tantôt en payant le prix fort et tantôt gratuitement, de prétendre au monopole de la vérité historique et d'échapper à la sanction de sa vérification, de réclamer les privilèges du législateur et l'immunité de la loi.

La seule passerelle qu'il y ait eu entre les deux types de pouvoir moderne aura été la formule nationale. Motion de synthèse, diraient les politiciens ; formation de compromis, dirait un psychanalyste. La nation : le spirituel dans le temporel, l'historique dans le géographique, l'idéologique dans le charnel, l'indéfini dans

le délimité, l'universel dans le particulier, l'éternel dans le chronologique. La nation, mystère des temps modernes, formule politico-idéologique radicalement originale et que seule une très longue habitude nous empêche d'interroger avec l'étonnement qu'elle mérite. Elle a représenté, d'un côté, l'unique idéologie que pouvait se permettre d'enfanter une démocratie politique ; de l'autre, le cadre politique minimal pour ne pas gêner le rebondissement continu du pouvoir sur la société. Nous pensons, en même temps, nation (fait politique) et société (notion intellectuelle) : cette identité n'a pourtant rien d'évident. La nation, seul opérateur historique qui permettait de concilier la continuité exigée par le gouvernement des hommes et la discontinuité perpétuellement renouvelée des perspectives sur le social. Un ensemble fixe, stable et définitif, surgi des profondeurs du temps, mais une catégorie historique absolument indéfinissable, sauf à être immédiatement sensible à tous sous sa forme spiritualisée qu'est la *patrie*. La nation, seul réceptacle susceptible de ce miracle familial : constituer une histoire en histoire.

La formule a merveilleusement fonctionné. Elle a connu son âge d'or dans la grande synthèse républicaine à la veille de la Première Guerre mondiale. Il s'est traduit par le combat pour la laïcité, puissant facteur d'intégration nationale, à la fois politique et spirituel, par un imposant système éducatif traversé de part en part et de bas en haut par l'impératif civique ; il s'est traduit encore par le succès, à chaque crise politique, des formes politiques libérales du gouvernement et par le flamboiement de toutes les formes du légendaire patriotique. Il s'est traduit enfin par une charge idéologique puissante de tous les partis politiques et en même temps par un enracinement national profond de l'internationalisme socialiste de type jaurésien. Jamais les intellectuels n'ont été plus divisés qu'alors sur la conception de la patrie, mais jamais leur rapport à la politique, jamais leur rapport à l'histoire n'a davantage passé par le national. C'est même le grand rendez-vous : faut-il rappeler que c'est en février 1898, en pleine affaire Dreyfus, au lendemain du *J'accuse* de Zola, et presque simultanément sous la plume de Barrès et de Clemenceau, que le mot d'« intellectuel », jusque-là seulement utilisé comme adjectif, fait son entrée dans le vocabulaire public ? Et avec lui, peu après, le mot d'« avant-garde » ?

Cette date solennelle marquerait à coup sûr un tournant central dans une chronologie, qui reste à faire, des points de passage culturels de la sensibilité historique des intellectuels. Pour la période antérieure, Paul Bénichou a éclairé le terrain en décrivant le sacre de l'écrivain, puis le temps des prophètes. Pour la période postérieure, il faudra préciser comment et pourquoi le déplacement du centre de gravité de la « littérature » aux « sciences humaines », avec ce que l'expression comporte de flou et d'indéfinissable, a inauguré une nouvelle étape, qui s'infléchit ou peut-être s'achève en ce moment sous nos yeux. Qu'ont eu en commun, par rapport à une définition relativement unitaire de la littérature, ces sciences dites humaines dans l'éclatement de leur spécificité ? Qu'est-ce qui confère aux propos de ceux qui les pratiquent, économistes ou sociologues, historiens, psychanalystes, ethnologues ou linguistes, cette aura idéologique dont aurait précisément dû les priver l'ambition scientifique ? Et tous les ethnologues sont-ils des intellectuels, ou tous les historiens, linguistes et autres, du seul fait qu'ils pratiquent la discipline, alors même que le propre d'une discipline est de parcelliser le savoir et de jeter le doute sur qui prétendrait la dominer tout entière ? Quels rapports enfin d'emboîtement réciproque, ou d'exclusion, ou de dissymétrie interne entretiennent-elles entre elles, histoire par rapport aux autres, ou psychanalyse, chacune avec son noyau dur et ses frontières molles, à moins qu'il ne faille dire l'inverse ? Vastes questions, que nous aurons tout le loisir de reprendre ici même. Disons seulement pour l'instant que la pertinence intellectuelle globale des « sciences humaines », c'est-à-dire leur rapport aux fins dernières de l'histoire, paraît précisément liée à l'abus du mot sciences (car les sciences humaines paraissent d'autant plus scientifiques à l'opinion publique qu'elles le sont moins), et tient au *décentrement du sujet* que, par rapport à la philosophie classique, chacune, à sa manière et par des voies indépendantes, a pour sa part opéré.

La seule certitude de base qu'elles aient apportée au commun de l'humanité, c'est que les hommes parlaient un langage autre qu'ils croyaient, agissaient pour des motifs qu'ils ignoraient, aboutissaient à des résultats qu'ils n'avaient pas voulus et ne savaient pas l'histoire qu'ils faisaient. De quoi méditer, en effet. De quoi devenir l'esclave des maîtres du soupçon. Et de quoi donner à des curiosités aussi exotiques ou microscopiques qu'un mythe bororo ou que l'ergatif dans les langues caucasiennes ce frisson d'intérêt où palpite l'incertaine identité du présent. Encore faudrait-il, par rapport au problème qui nous occupe, esquisser l'organisation interne de cette anthropologie. Quel est, par exemple, le rapport de l'histoire à l'Histoire ? Ou celui de la biologie à l'Histoire ? Questions non oiseuses, puisque c'est de ce rapport que le professionnel de la discipline tient son *auctoritas* intellectuelle. À cet égard, il ne paraît certainement pas indifférent de remarquer, notamment, que ce thème aujourd'hui si pressant, dévastateur du « pouvoir intellectuel » lui-même, avec son cortège de connotations hiérarchiques et inégalitaires, avec son stock d'images castratrices et tout l'imaginaire de domination et de perversité qu'il véhicule, doit une bonne part de son efficacité, sinon le tout, à la centralité symbolique où s'est installée, depuis dix ans environ, la psychanalyse dans notre culture, et spécifiquement sous sa forme lacanienne.

Ces types de rapport historique à l'Histoire, si différents qu'ils aient été du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'aube de ce que l'on pourrait appeler l'âge des sciences humaines, avaient tous quelque chose de fondamental en commun : un point fixe. Celui qu'avait offert, dans l'incertitude même de sa détermination, mais dans le vaste champ de ses possibilités, la notion même d'histoire : la perspective d'un *avenir*. Avenir aléatoire, toujours débattu, mais dont le lointain assuré s'est mis à dépendre des hommes. Et dont la maîtrise, par la chaîne des conséquences, commandait solidairement l'analyse du présent et l'investissement historique du passé. Pas d'intellectuel sans idée de l'avenir, sans secret du présent, sans savoir du passé. Cet avenir, il y a eu, grossièrement, trois schémas qui ont permis de le penser depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle : on pouvait imaginer, donc espérer et favoriser, la *restauration* de l'état de choses ancien. On pouvait imaginer le *progrès*, technique et scientifique, moral ou politique, et l'arrêter ici ou là. On pouvait enfin imaginer la *révolution*, sous des formes diverses, mais qui, toutes, constitueraient un point zéro ou oméga de l'Histoire. Ces trois schémas sont morts, et du même coup l'avenir, cet avenir qui donnait à l'histoire, aux deux sens du mot, sa fin. Ce qu'accompagne en contrepoint le bruit de fond des sciences humaines, c'est la liquéfaction historique de ces repères traditionnels qui, depuis la Révolution française, assuraient le destin de la société et dictaient, dans une continuité sans faille, le jugement du présent, l'imagination de l'avenir et la reconstitution du passé.

L'Histoire ne s'est finalement découverte que pour se nier. Elle a projeté son achèvement dans l'acte même de sa naissance. Hegel, dès la première de ses *Leçons sur la philosophie de l'Histoire*, annonçait à la fois l'avènement de l'Histoire et la fin de l'Histoire universelle. Toute perspective de clôture nous est devenue étrangère. L'avenir, l'avenir pensable qui avait été la vraie idée neuve de l'Europe révolutionnaire, est derrière nous. Il a sombré dans les malheurs de notre siècle, nous laissant devant un futur à jamais sans nom et sans visage, immaîtrisable, indéfini ; et avec lui s'est abolie la figure historique de l'intellectuel « despotique ». Naufrage libérateur, qui a inauguré la révolution démocratique du pouvoir spirituel et qui appelle, en creux, la place d'un intellectuel *dans* l'histoire et seulement dans l'histoire, si tant est qu'il faille encore les appeler histoire et intellectuel. Histoire, nation, démocratie, intellectuels ont composé une constellation historique dont chaque terme aujourd'hui dérive pour se recomposer différemment, dont le sens même chavire pour en retrouver un. Notre seule tâche est d'être à la hauteur de ce qui passe à travers nous. De le comprendre : nous vivons la fin de l'histoire finie.

Si le problème des intellectuels est au cœur de la sensibilité contemporaine, c'est qu'un second âge de la conscience historique est déjà commencé. Un âge à l'exploration duquel cette revue sera tout entière consacrée.

Les choses doivent donc être bien claires. Ce n'est ni à l'existence ni à l'autonomie d'un pouvoir intellectuel que nous en avons. Tout ce qui le diminuerait, ou le menacerait, ou l'humilierait nous trouvera au premier rang dans la bataille. L'anti-intellectualisme, qu'il vienne de gauche ou de droite, est toujours aussi dangereux que méprisable.

Au contraire, et pour la part modeste qui nous revient, ce pouvoir, nous entendons reconnaître qu'il est nôtre, et assumer les responsabilités qu'il implique.

Elles sont nombreuses. Car c'est à l'abri de la fonction *critique* que fonctionne à plein l'irresponsabilité politique des intellectuels. À l'abri de la fonction *savante* que fonctionnent à plein le laxisme et la démagogie. À l'abri de la fonction *pédagogique* que fonctionne à plein l'analphabétisation de masse. À l'abri de la fonction *morale* que s'opèrent tranquillement les abus de confiance. À l'abri de la fonction *communicative* qu'on nous abrute de solipsisme psittaciste. À l'abri de la fonction *révolutionnaire* que ronronnent doucement les immobilismes mentaux. Fonctions-fictions.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas se permettre d'un jour à l'autre des virages à cent quatre-vingts degrés en prétendant péremptoirement rester fidèle à sa ligne qui, d'ailleurs, n'intéresse personne. Il n'y a que les tyrans pour changer d'avis comme de chemise et pouvoir compter sur les complices et l'amnésie collective.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas haranguer le peuple dans un langage dont l'affectation ou l'obscurité sont autant de meurtres symboliques, différés pour la jouissance d'attirer l'autre en le tenant à distance.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas, sous peine d'être immédiatement sifflé, pratiquer une rhétorique de l'intimidation ou un terrorisme de l'autorité dont les procédés variés, mais tous connus, consistent tantôt à déplacer éternellement le problème pour penser son impossibilité d'être pensé, tantôt à ne pas citer les sources auxquelles on doit tout, pour rehausser sa propre originalité.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas réclamer sans cesse la critique et la discussion pour n'en reconnaître jamais le bien-fondé, soit en disqualifiant d'entrée de jeu l'interlocuteur, soit en évacuant l'argument par habileté ou par mépris.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas s'amuser à prêcher l'égalité des intelligences et des capacités pour augmenter, par faiblesse ou par calcul, la clientèle qui encombre ensuite le marché du produit de ses sous-imitations.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas s'exprimer dans un style assez ambigu pour que toute interprétation soit aussitôt taxée de trahison, et qu'on puisse à tout instant prétendre qu'on n'a pas dit ce qu'on a dit.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas bloquer indéfiniment la libre circulation des idées à travers les frontières, pour faire éternellement, de la moindre information extérieure à l'hexagone, non un devoir, mais une licence ou un exploit.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas accabler les générations montantes sous la flatterie indifférenciée ou la fin systématique de non-recevoir pour, ce faisant, ne leur laisser le choix à votre égard qu'entre le suivisme ou le massacre.

En régime de démocratie intellectuelle, on ne peut pas impunément se draper dans la bonne conscience d'avoir eu souvent tort pour des raisons toujours bonnes quand ceux qui vous ont crus, parfois, en sont morts.

En régime de démocratie intellectuelle, l'histoire compte. Et c'est pourquoi nous en faisons le nerf de notre entreprise. Non point par réflexe professionnel, mais parce que *notre histoire* appelle l'histoire : une histoire résolument contemporaine, politique et conceptuelle qui enlève au présent ses faux mystères et son

Pierre Nora  
Que peuvent les intellectuels ?

artificielle magie. Qui nous explique aussi, à nous-mêmes et aux autres, d'où sourdent nos questions, les leurs, et pourquoi chacun y répond comme il y répond. L'inscription dans le temps est aujourd'hui le préalable obligé à toute initiative politique ou idéologique, elle est le gage des vrais engagements. L'histoire, *mater et magistra*, notre seul bien commun. Qu'elle entre ici, indifférente aux mouches de la mode, et nous mette au pas lourd des légions romaines.

Les enjeux sont trop évidents, les risques trop certains pour qu'il soit utile de les énumérer. Pour les affronter, nous avons besoin d'être aidés par tous. C'est la condition nécessaire, mais, j'en suis convaincu, suffisante, pour que naisse ou renaisse, en France, un véritable débat.